

L'accaparement acharné des terres par Israël : comment les Palestiniens résistent-ils ?

Yara Hawari – 9 avril 2018



Résumé analytique

Cela fait 42 ans que la police israélienne a ouvert le feu sur six citoyens palestiniens d'Israël, les tuant alors qu'ils manifestaient contre l'expropriation de terres palestiniennes. Les manifestations résultaient d'une action collective afin de résister non seulement contre les saisies par Israël de la terre, mais encore contre sa politique d'éradication de la présence des Palestiniens. Le 30 mars 1976 a, depuis...

Vue d'ensemble

Cela fait 42 ans que la police israélienne a ouvert le feu sur six citoyens palestiniens d'Israël, les tuant alors qu'ils

manifestaient contre l'expropriation de milliers de dunums de la terre palestinienne par le gouvernement. Les manifestations résultaient d'une action collective de masse sur toute la partie de la Palestine mandataire devenue Israël en 1948. Ces communautés palestiniennes résistaient ainsi non seulement contre les saisies de la terre par Israël mais encore contre sa politique globale d'éradication de la présence même des Palestiniens. Ce jour-là – le 30 mars 1976 – est connu depuis sous le nom de Yom el-Ard (Journée de la Terre), et est un événement majeur dans le calendrier politique et le récit collectif des Palestiniens. Le fait que 2018 marque aussi la 70^e année depuis la Nakba – la perte de la patrie des Palestiniens et la création de l'État d'Israël – donne encore plus de sens et de portée à la Journée de la Terre de cette année. En effet, si la « grande Marche du retour » organisée à Gaza le mois dernier commémorait cette date, elle la reliait aussi au droit au retour des réfugiés palestiniens. Le fait que le nombre de tués ait triplé par rapport à celui de la première Journée de la Terre montre également comment la résistance palestinienne est considérée aujourd'hui comme une menace tout aussi importante qu'elle l'était il y a plus de quarante ans.

Tout au long de cette histoire, les Palestiniens ont remis en cause le vol de la terre par Israël – un vol qui, bien qu'il constitue une violation flagrante du droit international, se poursuit sans relâche et même s'accélère. En effet, avec Donald Trump, Président des États-Unis, et son Administration indiquant à Israël qu'il peut annexer plus de terre encore et y construire plus de colonies, en particulier avec sa récente reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, les Palestiniens renforcent leur résistance.

Cette note politique examine la façon dont la domination de l'espace s'intègre dans un colonialisme de peuplement en examinant l'appropriation, historique et actuelle, de la terre par Israël, et explore les méthodes de la résistance

palestinienne contre ces pratiques. Elle se termine par des recommandations sur la façon dont les Palestiniens peuvent agir ensemble, au-delà des frontières qui les divisent, ainsi qu'avec des tiers, pour résister contre le vol de leur terre et faire avancer leur quête de l'autodétermination et des droits des Palestiniens.

Les méthodes d'Israël pour l'acquisition de la terre

Le principal résultat des projets coloniaux de peuplement est un réaménagement des espaces physiques et du peuple originaire de cette terre – un réaménagement ni pacifique ni passif, et qui constitue une restructuration violente afin d'ouvrir la voie à une nouvelle société avec une nouvelle organisation sociale et spatiale. Le projet colonial sioniste qui a instauré l'État d'Israël à la place de la Palestine, en 1948, n'est pas différent. Les sionistes ont expulsé 750 000 Palestiniens pour faire de la place pour les colonialistes (1).

Cent cinquante mille Palestiniens sont restés sur leur terre, créant un dilemme démographique pour l'État israélien. Ces Palestiniens auraient dû être incorporés en tant que citoyens mais ils resteront exclus parce qu'ils n'étaient pas juifs. En 1967, la colonisation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza a vu l'absorption d'un plus grand nombre de Palestiniens encore, mais plutôt que d'annexer ces territoires et de leur accorder la citoyenneté, Israël les a placés sous son contrôle militaire.

Dans les premières années qui ont suivi 1948, l'État israélien a eu recours à divers mécanismes pour s'appropriier la terre, notamment par des mesures législatives. La plus notable étant la loi de 1950 sur les Biens des absents, suivie de la loi de 1953 sur l'Acquisition de la terre. Ces lois ont permis à l'État de s'appropriier la terre et les titres constitutifs de propriétés appartenant aux réfugiés, au motif de leur absence du pays après le 29 novembre 1947. La législation s'est

appliquée également à ceux qui avaient été déplacés à l'intérieur des frontières du nouvel État : plutôt que de reconnaître ces Palestiniens comme des personnes déplacées à l'intérieur du pays, Israël les a considérés comme des « absents présents ». Les principales justifications d'Israël – d'alors et actuelles – pour s'emparer de la terre, sont l'acquisition de cette terre pour son utilisation publique, et la préservation du caractère juif de l'État.

Cette justification a été utilisée au début de mars 1976, quand le gouvernement israélien a annoncé ses plans pour la confiscation de 20 000 dunums de terre (10 dunums = 1 ha) dans le cadre du programme pour le Développement de la Galilée, pour y construire des colonies juives et des camps d'entraînement militaires. Les grèves et les manifestations de masse des Palestiniens, le 30 mars, ont eu lieu principalement dans six villages de Galilée qui avaient été mis sous couvre-feu : Sakhnin, Arraba, Deir Hanna, Tur'an, Tamra et Kabul – même s'il y en eu également dans le Naqab (Néguev) et le Wadi Ara (2). La police israélienne s'est opposée aux manifestations avec une violence grave, tuant six manifestants et en blessant des centaines d'autres.

La Journée de la Terre est devenue une date où, tant les Palestiniens de la Palestine mandataire que ceux dans la diaspora, organisent des activités liées à la terre et réitèrent leur relation existentielle avec leur terre. La date souligne aussi le concept de *sumud* (ténacité) comme un élément important de la résistance contre la colonisation de peuplement israélienne.

Depuis l'occupation de la Cisjordanie en 1967, divers mécanismes « légaux » et ordres militaires ont, de la même manière, facilité la colonisation de la terre palestinienne. Cela inclut l'expropriation de la terre au nom de la sécurité, avec laquelle Israël détourne sur le fond la Convention de Genève, laquelle autorise les États occupants à confisquer temporairement une terre pour des raisons de sécurité. De

cette manière, Israël s'est emparé de terres pour au moins 42 colonies, y compris pour les routes de contournement qui les relient aux colonies de l'autre côté de la Ligne verte. Un mécanisme tout aussi retors est l'usage d'une loi ottomane et du Mandat britannique qui permet à l'État de confisquer des terres à des « fins publiques », en dépit du fait que les zones saisies étaient habituellement utilisées par les Palestiniens et ce, pendant des siècles, à des fins de pâturages.

La mise en application des Accords d'Oslo au début des années 1990, qui ont divisé la Cisjordanie en zones A, B et C, a servi l'expropriation de la terre palestinienne. La Zone C, qui représente 61 % de la Cisjordanie, est sous le contrôle militaire total des Israéliens, y compris le contrôle de la sécurité et des affaires civiles. La politique israélienne pour la Zone C est particulièrement agressive, et répond aux besoins des 325 000 colons israéliens tout en perturbant et en restreignant les communautés palestiniennes.

Dans la vallée du Jourdain, qui relève de la Zone C, les communautés sont particulièrement vulnérables aux déplacements et aux vols de leurs terres ancestrales. La vallée est une zone stratégiquement importante pour Israël, principalement parce qu'elle sert à la fois de zone tampon avec la Jordanie et le Golan syrien occupé, mais aussi en raison de sa richesse agricole du fait de son approvisionnement abondant en eau et de ses terres fertiles.

La construction du Mur de séparation en 2002 a aussi permis à Israël d'acquérir d'autres terres en Cisjordanie. Construit pour séparer la Cisjordanie d'Israël sous couvert de la « sécurité » israélienne, le mur a jeté les bases de l'annexion de nombreuses colonies. En traçant la route à l'intérieur de la Cisjordanie, et non pas le long de la Ligne verte, Israël s'est, de facto, approprié un territoire. Le mur a séparé les Palestiniens et coupé de nombreuses communautés agricoles de leurs terres, et il a brisé la continuité

géographique de la Cisjordanie.

Accélération du vol des terres

Aujourd'hui, l'expropriation de la terre palestinienne est en train de s'accélérer à une vitesse étonnante. Les manœuvres politiques à Jérusalem ont récemment mis cette crise en évidence alors que le gouvernement israélien capitalise sur le mépris éhonté de l'Administration US à l'égard du droit international et le consensus à propos de Jérusalem. Cette décision de déplacer son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem est, de fait et de droit, la reconnaissance de la ville comme capitale d'Israël. Cette initiative a enhardi Israël pour bétonner son contrôle total sur la ville.

Le projet de loi reporté sur le Grand Jérusalem (qui est toujours sur la table) a révélé les plans visant à repousser les limites municipales de Jérusalem pour y inclure quatre grandes colonies et de nombreuses autres plus petites, toutes illégales. Les grandes colonies – Ma'ale Adumim, Givat Ze'ev, Betar Illit, et Efrat – font partie d'un bloc qui s'étend de Jérusalem à Hébron. Dans le même temps, le projet exclurait certains quartiers palestiniens de la juridiction de la ville, notamment celui de Kufr Aqab. Ce charcutage électoral des frontières tente de gagner plus de terre et, dans le même temps, de comprimer les Palestiniens à l'intérieur d'un espace le plus réduit possible. En plus d'une conquête physique de l'espace, ces manœuvres tentent de contrôler le récit sur Jérusalem, afin que la ville tout entière devienne de façon incontestable une partie d'Israël dans le discours international dominant.

Et pendant ce temps, dans le Naqab, le gouvernement israélien met en œuvre le plan Praver, élaboré en 2011 pour détruire 35 villages bédouins palestiniens et s'approprier de la terre pour construire de nouvelles colonies juives israélienne, dans le cadre du programme pour le Développement du Néguev. Ce programme pour le Néguev est la grande idée du ministre du

Développement du Néguev et de la Galilée, et fait suite au programme pour le Développement de la Galilée susmentionné, dont la confiscation de la terre a conduit aux manifestations de la Journée de la Terre en 1976. Le ministère a été fondé en 2005 pour apporter « *croissance et prospérité... car il est tout à fait clair que l'avenir d'Israël réside dans le développement de ces régions* ».

Le Naqab et la Galilée sont des zones particulièrement préoccupantes pour le gouvernement israélien en raison de leur concentration relativement élevée de Palestiniens. Selon certaines estimations, la Galilée a une population majoritairement palestinienne (3). Le ministre vise ainsi à consolider une présence juive contiguë tout en minimisant la présence arabe palestinienne ; ceci est démontré par la démolition de villages bédouins au motif qu'ils ne sont « *pas reconnus* » par l'État.

Cette appropriation de l'espace indigène au profit de la population coloniale à travers des mécanismes tels que les colonies, l'annexion de droit, l'expulsion physique, et le déni des revendications territoriales se retrouve dans les projets coloniaux du monde entier. En Palestine, elle se produit des deux côtés de la Ligne verte, et fait partie intégrante de ce que l'on appelle la Nakba continue, ou *al Nakba al mustimirrah*.

Les espaces de la résistance palestinienne

Confrontés à cette Nakba continue, les Palestiniens se sont depuis longtemps engagés dans des actes que certains auteurs ont appelés la résistance spatiale – des pratiques qui affirment la présence des Palestiniens et la continuité de leur terre, ainsi que la remise en cause de la colonisation israélienne. Il existe diverses initiatives d'une telle résistance, dans le passé et actuellement, qui incorporent la réintégration et la terre et la ténacité :

Bab al Shams et Ein hijleh

Ce sont environ 250 militants palestiniens de la Palestine historique qui ont établi le « village » palestinien de Bab al Shams, près de la colonie juive israélienne illégale de Ma'ale Adumim, en janvier 2013. L'emplacement du village se trouvait sur une terre palestinienne de propriété privée, et les militants en avaient reçu l'autorisation de son propriétaire. Le village se trouvait aussi à l'intérieur du corridor E1, la bande de terre qui coupe de fait la Cisjordanie en deux.

Les militants ont dressé quelque 25 tentes pour établir le « village » et alors qu'une injonction de la Haute Cour de justice faisait opposition à toute expulsion du village avant un délai de six jours, l'armée israélienne a expulsé les militants par la force après seulement deux jours. Malgré sa courte vie, le village a été une forme d'action directe qui affirmait la propriété palestinienne de la terre et remettait en cause sa confiscation constante. Bab al Shams a également mis en avant la présence palestinienne dans le secteur de Jérusalem.

L'année suivante, le Comité de coordination de la lutte populaire palestinienne a établi un même village de contestation à Bab el Shams, sur le site d'Ein Hijleh, un village palestinien détruit dans la vallée du Jourdain. Pendant la semaine que les militants ont réussi à se maintenir dans le village, ils ont posé des panneaux solaires, défriché le terrain, et organisé diverses activités politiques et culturelles. Après sept jours, l'armée israélienne a démonté de force le campement, arrêté des dizaines de militants, et blessé de nombreux autres.

Iqrith et la Marche du Retour

Depuis 2012, de jeunes militants ont maintenu une présence physique continue sur la terre au site d'Iqrith, un village palestinien de Galilée détruit en 1948. Les descendants des

familles du village sont des déplacés internes palestiniens (des « présents absents »), ce qui signifie qu'alors qu'ils ont la citoyenneté israélienne et qu'ils résident à l'intérieur des frontières d'Israël, ils ont l'interdiction de retourner dans les villages et les terres qui étaient les leurs avant 1948. Iqrith est un cas peu commun car en 1948, les forces sionistes avaient dit à ses habitants qu'ils pourraient revenir après les combats. Et cette promesse n'ayant pas été tenue, les habitants d'Iqrith ont, en 1951, obtenu auprès de la Haute Cour une décision qui leur permettait de revenir (4).

Cependant, le tribunal militaire a fait opposition à cette décision en soutenant que le retour des habitants constituerait un risque pour la sécurité de l'État. Les militants des troisième et quatrième générations à Iqrith continuent une présence tenace dans le village et ont installé un campement dans une annexe de l'église du village. Cette présence est maintenue en dépit de la décision militaire et des tentatives des autorités israéliennes pour les perturber par l'arrestation de militants, la destruction de structures, et l'arrachage de plantes. La présence des militants affirme leur identité palestinienne et conteste l'idée selon laquelle la terre palestinienne se limiterait à la Cisjordanie et à la bande de Gaza.

Une autre initiative prépare le retour des Palestiniens dans les villages détruits. La Marche du Retour s'est principalement déroulée en Galilée, où vivent la plupart des Palestiniens déplacés internes. Il y a deux ans, elle s'est tenue dans le Naqab, et cette année, elle a eu lieu dans un village détruit près de Haïfa. Depuis que l'Association pour les droits des déplacés internes et d'autres groupes ont organisé la première marche, en 1999, elle est devenue un événement important dans la Palestine historique. Elle coïncide avec le Jour de l'indépendance israélienne avec la devise, « *Votre indépendance est notre Nakba* ». Comme le

militantisme d'Iqrit, la Marche du Retour inverse symboliquement le déplacement initial par l'acte physique d'un retour, même si temporaire, sur le lieu de la destruction. La marche remet aussi en cause le récit du Jour de l'indépendance sioniste d'« *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* » en réaffirmant la présence palestinienne d'avant 1948.

Al Arqqib et Susiya

Al Araqib est un village bédouin palestinien, situé dans le Naqab, qui existe depuis deux siècles. Les forces israéliennes ont d'abord déplacé ses habitants en 1951 pour des raisons de « sécurité », et Israël s'est approprié ses terres en vertu de la loi sur l'Acquisition de la terre. À la fin des années 1990, 45 familles sont revenues sur cette terre pour tenter d'empêcher le Fond national juif d'y planter une forêt.

Sur l'argument que le village est « non reconnu » et qu'il est construit sur une terre d'état israélienne, les tentatives pour déplacer la population d'Al Araqib se sont intensifiées ces dernières années. Depuis 2010, les autorités israéliennes ont détruit le village 120 fois, utilisant habituellement des bulldozers pour raser les structures, et la police anti-émeute pour expulser ses habitants qui tentaient de protéger leurs maisons de leur corps. En tant que village « non reconnu », il lui est refusé aussi les services les plus élémentaires. Beaucoup de ses habitants se sont déplacés dans les villes voisines, pourtant ils sont quelques-uns encore à être restés et qui reconstruisent leurs maisons, souvent en utilisant des matériaux récupérés dans les ruines. Ils organisent fréquemment des rassemblements et des manifestations pour mettre en évidence leur lutte contre le déplacement et le vol de leurs terres.

De l'autre côté de la Ligne verte, une même lutte se déroule dans le village de Susiya, situé en Zone C, au sud d'Hébron. Peu après avoir monté une colonie illégale en 1983 sur la terre de Susiya, le gouvernement israélien a démoli les

maisons de 60 familles ; les habitants les ont reconstruites à proximité, mais en 2001, les Israéliens ont démolit le village tout entier. Depuis 2011, Susiya fait face à une série de démolitions massives par les autorités qui essaient d'établir un contrôle total d'Israël sur la Zone C.

Comme les Accords d'Oslo ont placé la Zone C sous contrôle militaire israélien, Israël se retrouve en mesure de refuser les demandes palestiniennes d'urbanisation et de construction, pour des raisons de sécurité. De sorte qu'à chaque fois que les habitants de Susiya reconstruisent leurs maisons, il leur est signifié des ordres de démolition. Pourtant, les habitants de Susiya sont restés jusqu'à présent sur leur terre, vivant pour cela dans les conditions les plus élémentaires. Ils ont aussi mis sur pied une campagne qui leur a attiré le soutien de militants internationaux. Tant Al Araqib que Susiya démontrent leur ténacité, mais leur durabilité reste quand même incertaine dans le contexte de ces colonisation et annexions israéliennes accélérées.

Étayer les droits des Palestiniens à la terre

Comme discuté ci-dessus, les Palestiniens ont utilisé de nombreux moyens pour résister au vol par Israël de leurs terres. Pour mettre un terme aux incursions sur la terre palestinienne et soutenir et développer la résistance spatiale palestinienne, des efforts dans trois domaines méritent d'être ciblés :

Promouvoir la résistance spatiale populaire

Avec un soutien populaire, les initiatives qui réaffirment physiquement la présence palestinienne sur la terre peuvent remettre en cause la domination israélienne de l'espace. Pourtant, les Palestiniens sont confrontés à des défis de durabilité. Pour s'y attaquer, les Palestiniens engagés dans des activités populaires doivent continuer à relier les luttes locales à des appels pour une coordination de part et d'autre

de la Ligne verte. Cela ne ferait pas que mettre en évidence le plus important projet de colonisation israélien, mais mettrait aussi en cause la définition d'Israël de ce qui est considéré comme étant la Palestine et qui est considéré comme étant palestinien.

Les Palestiniens devraient aussi demander un soutien international et de parties tiers pour ces activités, comme le financement de barrières anti-bulldozers dans les communautés palestiniennes vulnérables. Les acteurs internationaux qui ont investi dans des infrastructures de communautés palestiniennes qu'Israël a détruites devraient également exiger une compensation financière. Leur investissement dans ces communautés et projets doit être assorti d'une telle condition pour que les démolitions et les déplacements taxent financièrement Israël.

Empêcher d'autres vols de la terre palestinienne

Les États tiers sont tenus, de par le droit humanitaire international, de recourir à toutes les mesures possibles pour empêcher qu'il soit violé. La loi stipule clairement que le déplacement d'une population occupée et la construction de colonies par l'occupant constituent des violations. Donc, tous les mécanismes internationaux qui peuvent être utilisés pour empêcher de nouvelles appropriations et annexions doivent être mobilisés. Cela inclut, sans s'y limiter, de :

- soutenir les rapports sur les crimes de guerre signalés à la Cour pénale internationale, comme celui soumis en 2017 par les organisations de la société civile palestinienne ;
- exiger une enquête approfondie et formelle sur les violations israéliennes, comme celle demandée par Human Rights Watch en 2016.
- instituer et appliquer des sanctions – un mécanisme utilisé contre la Russie pour son annexion de la Crimée.

Élaborer des dossiers pour la restitution des biens et de la terre

La restitution et l'indemnisation des biens et de la terre sont un élément essentiel de tout processus à venir de réconciliation, comme on l'a vu en Afrique du Sud après le démantèlement du régime d'apartheid. Des efforts doivent être engagés pour remettre en cause rétroactivement les vols israéliens des biens et des terres qui ont eu lieu depuis 1948. Les Palestiniens devraient mettre au point un effort massif pour faire des recherches et formuler leurs revendications ; une mine de documentations existe déjà qui les soutiendrait, notamment les fichiers de l'UNCCP (Commission de conciliation des Nations-Unies pour la Palestine), les comptes-rendus de l'UNRWA, les archives officielles de l'État israélien, et les témoignages oraux.

Grâce à de tels efforts ciblés et organisés, les Palestiniens et leurs allies pourraient empêcher la saisie sans relâche par Israël de la terre palestinienne, et obtenir une politique en droite ligne avec les droits palestiniens, tels qu'instaurés par le droit international.

Notes :

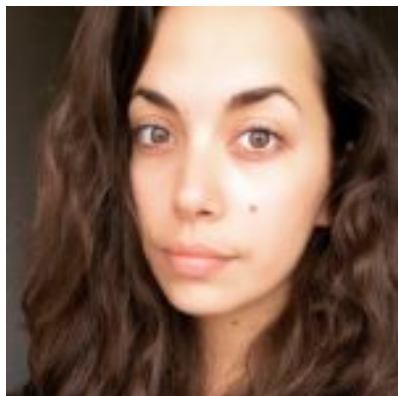
1 – Ce chiffre est une approximation basée sur des témoignages verbaux et divers documents institutionnels, et il est cité par des universitaires, notamment Ilan Pappé, dans *“Le nettoyage ethnique de la Palestine”*.

2 – Les manifestations s'étaient mobilisées sous la direction du Comité pour la défense des terres arabes, qui a été créé conjointement par différents organismes étudiants, Abnaa el Balad, et le Parti communiste.

3 – Voir l'article de Ben White, *“Les Palestiniens dans la démocratie d'Israël : judaïser la Galilée”*; <https://www.middleeastmonitor.com/wp-content/uploads/downloads/briefing-paper/palestinians-in-israel-democracy.pdf>

4 – Le village de Kufr Birim est un cas similaire ; les habitants du village ont eu, eux aussi, l'interdiction de revenir malgré une décision contraire de la Haute Cour.

Yara Hawari



Yara Hawari est une spécialiste politique d'Al-Shabaka : le réseau politique palestinien. Elle a obtenu son doctorat en politique du Moyen-Orient à l'Université d'Exeter. Ses recherches se sont concentrées sur les projets d'histoire orale et de politique de la mémoire, cadrées plus largement à l'intérieur des Études indigènes. Yara a enseigné plusieurs cours de premier cycle à l'Université d'Exeter et elle continue de travailler comme journaliste indépendante, publiant pour différents médias, dont Al Jazeera(anglais), Middle East Eye et The Independent.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al Shabaka](#)